

LA

La Lettre de Solidarité Laïque
Prix : 5€ - 2^e trimestre 2021

n°73

LETTRE



Solidarité
Laïque

ÉDITO



Samia Frawes

Coordinatrice Actions Bassin
Méditerranéen, Référente genre
chez Solidarité Laïque

Combattre les inégalités, Construire l'humanité !

Dans ce contexte de pandémie, les femmes, les filles et les personnes LGBTQIA++, victimes déjà de l'imbrication des systèmes d'oppression dont le patriarcat, le racisme, l'homophobie et le capitalisme, sont les plus impactées par les effets socio-économiques de la COVID-19.

La crise a mis à nu les dominations dont souffrent les femmes et les personnes minorées. En pleine polémique sur les masques, les gels et les vaccins, les petites filles, les femmes et les personnes de genre non binaire, en plus de tous les risques sanitaires encourus, se retrouvent en quête de sécurité et de dignité. Renvoyées à l'espace privé, isolées avec leurs agresseurs, empêchées d'accéder à la justice et aux services de protection, privées de l'école, de formation et de travail, elles sont les plus touchées par les violences, le chômage, la déscolarisation et l'exclusion sociale. Depuis un an, les privilèges ont été renforcés, de plus en plus acceptés et banalisés. Les leviers de résistance au patriarcat, au racisme et à l'exclusion sont fragilisés. Les replis identitaires nourrissent les systèmes de domination, alors que les leviers de l'égalité et du vivre ensemble ont été déstabilisés. C'est ce qui fait la légitimité de notre combat au quotidien.

Dans ce dossier dédié à l'égalité de genre, nous mettons le curseur sur le rôle de l'éducation inclusive et de qualité pour reconquérir le vivre ensemble et rappeler notre attachement à l'égalité, à la solidarité et à la laïcité. Face à ces défis, mobilisons-nous pour l'éducation et engageons-nous dans la construction de sociétés égalitaires et solidaires.

Alida Ymele Letchegie, 26 ans, artiste plasticienne Camerounaise, traite les notions de précarité et de fragilité via l'image des femmes migrantes ou domestiques et met en lumière les difficultés d'intégration auxquelles elles font face.

La Lettre de Solidarité Laïque N° 73. 2^e trimestre 2021 - Abonnement 20 € - Directrice de la publication : Anne-Marie Harster. Solidarité Laïque : 22 rue Corvisart - 75013 Paris - Tél. : 01 45 35 13 13 - Dépôt légal : août 2020 - Numéro ISSN 1298 714 X - Impression : JJB Bondues - Suivez nos actualités sur solidarite-laïque.org



DOSSIER

L'ÉGALITÉ EST UNE PRIORITÉ MAJEURE ! PAS DE DROITS SANS ÉGALITÉ !

Vivre ensemble

JEUNES MAJEUR.E.S MIGRANT.E.S : SORTIR DE L'IMPASSE.



© Etienne Faivre - Les Francas93



« Nous sommes quotidiennement témoins d'un terrible gâchis humain et social : voir des jeunes être menacé.e.s d'expulsion, réduits à vivre dans la peur, l'errance et la clandestinité, alors que la France est devenue leur pays, celui de leurs liens, de leurs amitiés, de leurs amours, et qu'elles.ils sont prêt.e.s à rendre à la société ce qu'elle a investi dans leur formation ».

À la veille de la Rentrée scolaire, nous interpellons l'État sur la multiplication des squats de mineur.e.s isolé.e.s étrangers (MIE) en attente de la reconnaissance de leur minorité et dont les droits étaient bafoués, dont le droit à la scolarisation, en attente de la reconnaissance de leur minorité. La crise sanitaire liée à la COVID-19 a mis en lumière dans notre pays les inégalités scolaires et a aussi alerté sur les risques de décrochage scolaire et d'exclusion. Les MIE, mais également les jeunes majeur.e.s migrant.e.s ont en effet été les « exclu.e.s des déjà exclu.e.s » que l'on a oublié.e.s en ce contexte exceptionnel de crise. Mineur.e.s, majeur.e.s, étrangères.étrangers : elles.ils ont des droits !

Début janvier, nous scandions « Le droit à l'éducation ne s'arrête pas à la majorité ! ». Effet loupe des réseaux sociaux, pétitions en ligne d'employeurs.euses, élu.e.s, éducateurs.trices... ont donné écho auprès de l'opinion publique au sort de ces jeunes étrangères.étrangers en formation professionnelle, en apprentissage, ou en études supérieures, parfois arrivés MIE sur notre territoire et confrontés

brutalement à leurs 18 ans à une « obligation de quitter le territoire français » (OQTF). Ils s'appellent Sékou, Laye, Yaya, Souleymane... et nombreux.ses ont trouvé une issue heureuse à leur sort grâce à la mobilisation citoyenne et solidaire que leurs récits et leurs parcours ont suscité. Des réponses au cas par cas, et à chaque fois des combats individuels, des grèves de la faim, des recours en référés...

Solidarité Laïque s'est associée à la campagne « Jeunes étrangers, sortir de l'impasse »^[1] de la Ligue des Droits de l'Homme, membre de Solidarité Laïque, relayée par plus de 70 organisations de la société civile, dont les syndicats enseignants, de nombreuses associations de défense des Droits humains et des centaines de personnalités. Malgré ces alertes associées à des propositions de mesures concrètes, la question de l'accueil digne des jeunes majeurs migrants reste encore aujourd'hui sans réponse concertée et cohérente des pouvoirs publics.

LA MAJORITÉ, UNE SENTENCE POUR DE NOMBREUX.SES JEUNES EN COURS DE FORMATION

Mineur.e.s isolé.e.s étrangères.étrangers à leur arrivée en France, ils bénéficient de protection avec une prise en charge par l'aide sociale à l'enfance (ASE) et aussi du droit à l'éducation. Depuis 2010, les moyens donnés aux départements par l'État pour leur prise en charge ont considérablement été réduits, entraînant un déni de leurs droits d'enfants. Cette situation confronte la France à la sincérité de sa ratification de la Convention des Droits de l'enfant (1989).

Nombreux.ses sont celles.ceux qui ont tout perdu pendant leur périple et se retrouvent en hôtels, squats, ou structures d'urgence^[2], sans accompagnement et avec la peur de l'expulsion face à une administration froide et procédurière, qui impose des délais très longs pour obtenir un statut^[3].

En devenant majeur.e.s, elles.ils deviennent « sans droits » et sont potentiellement expulsables du jour au lendemain, anéantissant des parcours courageux qui ont pu se construire dans l'espoir d'une nouvelle vie.

Même si les actions récentes ont permis de « visibiliser » certains jeunes majeur.e.s migrant.e.s, il ne faut pas en oublier les jeunes qui n'ont pas eu ces chances de parcours d'intégration remarquables et/ou remarquables. C'est une question de dignité, d'égalité et ce sont aussi avant tout des jeunes qui ont le potentiel de réussir, dès qu'on leur donne des gages de sécurité et de stabilité.

Pour nous, l'éducation est non seulement un droit mais également un formidable levier d'émancipation et un outil de résilience qui doit être complémentaire d'un accueil digne du jeune et de sa prise en charge juridique, sanitaire et sociale.

NOUS DEMANDONS À L'ÉTAT FRANÇAIS :

- **(avec la LDH) que ces jeunes puissent avoir accès à des formations ou contrats d'apprentissage**, en fonction de leurs niveaux de compétences, qu'ils puissent poursuivre les parcours engagés et plus largement poursuivre la vie qu'ils ont entamée en obtenant aisément un titre de séjour protecteur et stable ;
- **que ces jeunes voient leur droit à l'éducation protégé et la prise en charge de leurs cursus formatifs, diplômants garantie** au-delà de leur majorité jusqu'à la fin du cursus diplômant ou professionnel. ■

[1] Pour signer la pétition : <https://www.ldh-france.org/petition-jeunes-majeurs/>

[2] Une étude de mars 2021 de la DREES fait le constat de l'augmentation significative des mineurs - en familles pauvres, SDF, MIE - dans les structures d'hébergement d'urgence.

[3] Les autorités avancent le chiffre de 40 000 à 50 000 candidats à la minorité chaque année. Environ 60 à 85 % de candidats ne sont pas reconnus.

DOSSIER ...



Selon les estimations de l'UNESCO^[3], 11 millions de filles pourraient ne pas retourner à l'école du fait de la pandémie et 10 millions de filles supplémentaires risquent d'être mariées d'ici la fin de la décennie, selon l'UNICEF^[4].

L'ÉGALITÉ EST UNE PRIORITÉ MAJEURE ! PAS DE DROITS SANS ÉGALITÉ !

Les inégalités et les discriminations fondées sur le genre persistent encore dans de nombreux pays. Les causes profondes sont liées au patriarcat qui sévit dans les politiques et les lois entravant l'accès de populations entières à leurs droits fondamentaux.

Les violences de genre constituent la forme la plus répandue et la plus dangereuse des inégalités et touchent en particulier les femmes et les personnes non binaires. Dans un monde où la masculinité est toujours glorifiée voire dans certains contextes sacralisée, la violence contribue à maintenir l'ordre de domination et d'oppression. Elle est ainsi banalisée et justifiée par les différences biologiques et les rôles sociaux attribués de manière différenciée aux deux sexes. Selon l'OMS^[1], 35 % des femmes

à l'échelle mondiale, ont subi des violences physiques et/ou sexuelles de leur partenaire intime ou par d'autres que leur partenaire. Outre les violences, les droits fondamentaux sont attaqués. En dépit de ce que l'on appelle les « droits sexuels et reproductifs/corporels » l'avortement et l'homosexualité sont toujours interdits dans de nombreux pays. Les personnes ne sont toujours pas en mesure de disposer librement de leur corps ou de choisir leur sexualité.

Avec la crise, les inégalités ont été creusées.

En 2020, les femmes et les filles sont les plus touchées par le chômage et la déscolarisation. L'OIT^[2] a enregistré la perte de 114 millions d'emplois en comparaison avec 2019 et les pertes sont plus élevées chez les femmes.

Environ 130 millions de filles ne sont pas scolarisées dans le monde. Sur les dix pays en queue de classement figurent neuf pays africains. Si une leçon peut être tirée de cette pandémie : les inégalités sont indéniablement un facteur retardant la sortie de la crise et pour l'émancipation et l'autonomisation des individus.

Pour Solidarité Laïque, plus que jamais, nous avons à combattre les inégalités pour que toute personne puisse jouir de ses droits, quels que soient ses convictions, religion, origines, couleur de peau, sexe, orientation sexuelle ou expression de genre, appartenance de classe, statut juridique ou conditions physiques. Une condition indispensable à la lutte contre les inégalités serait de permettre un accès gratuit et égal à une éducation inclusive et de qualité, tout au long de la vie.

Nous avons tout à gagner si nous nous engageons pour l'égalité. Plus on retarde sa mise en œuvre, plus le monde perd en développement, en vivre ensemble et en paix. Grâce à votre solidarité et à votre soutien, nous sommes engagé.e.s au quotidien pour que l'école soit un vecteur de la réalisation de l'égalité. ■

[1] Organisation mondiale de la santé

[2] Organisation internationale du travail

[3] Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture

[4] Fonds des Nations unies pour l'enfance

Emploabilité

STOP AUX INÉGALITÉS DE GENRE DANS L'ACCÈS À L'EMPLOI

Dans les grandes périphéries urbaines d'Afrique de l'Ouest, le programme « Compétences pour demain » (CPD) piloté par Solidarité Laïque se déploie en collaboration avec Aide et Action et avec le soutien de l'Agence Française de Développement (AFD). L'autonomisation des femmes et la lutte contre les discriminations liées au genre ont été identifiées comme des pistes d'action prioritaires.



© Marcus Onalundula

Sous-équipées en infrastructures éducatives et socio-éducatives, les banlieues des 6 mégapoles Ouest Africaines investies par le programme CPD - Ouagadougou (Burkina Faso), Porto Novo (Bénin), Abidjan (Côte d'Ivoire), Bamako (Mali), Dakar (Sénégal) et Conakry (Guinée) - peinent à permettre l'autonomisation des jeunes. Une situation vécue comme une double peine pour les jeunes femmes qui sont davantage exclues du marché du travail. En effet, selon le Bureau international du Travail (BIT), 90 % des femmes en Afrique travaillent

dans l'économie informelle, sans protection sociale. Dans une majorité de pays africains, le revenu mensuel médian des hommes est plus de deux fois supérieur à celui des femmes.

DES LABORATOIRES POUR SE REMETTRE EN ROUTE

C'est dans ce contexte tendu que les « Laboratoires d'innovation sociale » (LABIS) créés par Solidarité Laïque proposent aux jeunes, dont 52 % de femmes, des espaces de rencontre, de partage d'idées, de création de réseau et de développement de projets.

« La lutte contre les discriminations liées au genre, explique Pierre Sawadogo, Directeur de Solidarité Laïque Afrique de l'Ouest, a d'emblée été posée comme un principe d'action du programme CPD. Concrètement, il est exigé que chaque LABIS prenne en compte les spécificités liées à la santé et à l'hygiène des femmes, aménage des lieux pour qu'elles puissent se changer et garantisse des espaces sans harcèlement et sans stigmatisation. Ils doivent aussi faciliter l'accès des jeunes filles mères aux formations en leur permettant

par exemple de faire garder leurs enfants à la crèche ».

PRENDRE CONSCIENCE DES DISCRIMINATIONS ET AGIR

Les jeunes femmes qui fréquentent les LABIS sont de plus en plus conscientes des inégalités subies et déterminées à les dépasser.

« Des hommes sont trop souvent à la tête des entreprises. Nous aussi, nous voulons des responsabilités ! » clame Doris, 21 ans, étudiante en géographie, qui a déjà suivi 4 formations au sein du LABIS de Porto Novo et souhaite plus tard monter sa propre affaire. Selon Christobel, diplômée en économie qui fréquente ce même LABIS, « les femmes sont moins considérées que les hommes pour les postes importants et dans ce contexte, certaines ne savent pas comment valoriser ou développer leurs compétences. »

Mais avec l'action des LABIS sur le terrain, les choses sont déjà en train de changer. ■

Masculinités

DÉCONSTRUIRE LES MODÈLES D'ÉDUCATION SEXISTES ET INÉGALITAIRES

La masculinité et la féminité ne sont pas des catégories naturelles mais des modèles sociaux et culturels normatifs. Elles se construisent au fil du temps et s'intègrent entre autres par la socialisation et l'éducation. Plusieurs études ont démontré depuis les années 80 jusqu'à aujourd'hui, la présence de la culture masculine dominante au sein de l'école à travers plusieurs aspects, y compris le manuel scolaire, outil pédagogique fondamental. Dans les textes et les illustrations des manuels, les hommes et les femmes sont encore présentés dans des fonctions stéréotypées sans prendre en considération la diversité

des rôles. Selon Odile Fillod, 8,5 % des auteur.e.s étudié.e.s dans les manuels de littérature sont des femmes et seulement un personnage sur cinq dans les manuels de mathématiques est féminin^[1].

ENCORE TROP PEU DE MIXITÉ DANS LES MANUELS SCOLAIRES EN FRANCE

Plusieurs recherches ont montré la quasi-absence des femmes dans les textes, les documentations et les manuels scolaires. Si les représentations inégalitaires majoritaires ont été supprimées, les stéréotypes sexistes existent toujours, mais sont plus difficiles à repérer.

Pour construire des générations éclairées et épanouies, qui ont confiance en elles, qui ne s'identifient pas aux rôles limités qui leur sont traditionnellement attribués, nous devons lutter contre le sexisme véhiculé par les outils pédagogiques et renforcer la mixité et la parité au sein de l'école, loin des répartitions traditionnelles des rôles femmes/hommes. ■

[1] « Les biais sexistes dans les manuels de SVT : proposition de définition et analyse exploratoire », Manuels Scolaires, Genre et égalité

Situation de handicap

PLUS DE RESPECT DES DROITS MOINS DE VULNÉRABILITÉS

Les droits fondamentaux des personnes en situation de handicap ne sont pas totalement respectés, en termes de participation à la vie publique, d'accès aux services et aux droits. Elles.ils n'ont pas toujours la possibilité de mener une vie affective, de vivre pleinement leur sexualité, de fonder une famille, d'avoir accès à une éducation de qualité et à un emploi décent car trop de barrières persistent encore, en particulier dans le regard sociétal sur le handicap.

PRIVÉ.E.S D'ÉDUCATION PRIVÉ.E.S DE DROITS

En Tunisie, de nombreux.ses enfants en situation de handicap sont exclu.e.s chaque année des bancs de l'école ou sans solution éducative adaptée. Si elles.ils recevaient les mêmes possibilités d'accès à l'école, ces enfants pourraient jouir pleinement de leurs droits, mener une vie équilibrée et jouer un rôle important au sein de la société. **L'éducation est la voie d'accès à une participation pleine et entière de chacun.e dans la société.** Elle revêt une importance particulière pour les enfants en situation de handicap qui souffrent souvent d'exclusion sociale et d'exposition accrue au risque de pauvreté. Les filles sont doublement discriminées et stigmatisées du fait de leur genre (stéréotypes, normes sociales, droits sexuels non respectés, etc.), mais aussi de leur handicap. Une éducation inclusive offre les mêmes possibilités d'apprentissage à tous les enfants sur la base de l'égalité des droits et des chances en matière d'accès à l'éducation, en réduisant les barrières et les obstacles liés à l'inclusion scolaire de l'enfant en situation de handicap, grâce à un projet éducatif individualisé et à un accompagnement social personnalisé.



Campagne de sensibilisation à Tebourba (Tunisie) autour de l'importance de l'éducation inclusive des enfants en situation de handicap et le rôle de la famille pour la réussite d'un système éducatif inclusif (février 2021)

« **L'Éducation inclusive au cœur des dynamiques de développement local** » est un projet porté par l'organisation Tunisienne de Défense des Droits des Personnes Handicapées, membre du programme concerté pluri-acteurs « Soyons Actifs/Actives » piloté par Solidarité Laïque et soutenu par l'AFD. Il vise à appliquer et adopter les concepts d'intégration scolaire inclusive des enfants en situation de handicap au milieu scolaire et à remettre au cœur de l'action publique leur situation réelle sur la base d'une analyse objective de leurs besoins et dans le respect de leurs droits fondamentaux. Le renforcement de l'accès des enfants en situation de handicap dans la région de la Manouba à une éducation inclusive et de qualité est rendue possible grâce à des actions de sensibilisation, d'accompagnement, de développement des compétences des acteurs locaux et des dispositifs d'action sociale de proximité. En 2022, à la fin de ce projet, 1 000 enfants en situation de handicap (filles et garçons) et leurs familles bénéficieront d'accompagnement social personnalisé et de services inclusifs. ■



Des membres de l'organisation Tunisienne de Défense des Droits des Personnes Handicapées

Familles monoparentales

REFUSER L'ISOLEMENT SOCIAL DES "MAMANS SOLOS"

1,8 million de familles françaises sont monoparentales, soit plus d'une sur cinq. Dans 85 % des cas, des femmes sont à la tête de ces foyers, quatre fois plus exposés que les autres à la pauvreté. Ces fragilités économiques et relationnelles font apparaître un vaste espace de vulnérabilité.

Trop souvent, ces familles rencontrent des difficultés financières liées au fait de devoir faire face aux charges courantes avec un seul revenu. Ces difficultés sont accentuées par les impayés de pensions alimentaires, estimés à 30 %, et par ce qui caractérise la situation des femmes sur le marché du travail : revenus inférieurs à ceux des hommes, plus de temps partiel, voire interruption professionnelle pour s'occuper des enfants, moins de CDI, moindre accès aux responsabilités et aux salaires qui les accompagnent.

LES LOISIRS COMME LEVIER D'INTÉGRATION POUR LES MÈRES ISOLÉES

Dans un contexte de gestion quotidienne parfois laborieuse, où les problématiques de budget, d'emploi, de garde d'enfants s'entrecroisent, les questions de l'accès aux loisirs et des vacances semblent souvent lointaines. Mais pour ces mères seules, les vacances offrent des espaces de temps partagés à même de favoriser la communication entre les membres de la famille, voire de renouer les fils du dialogue, contribuent à développer ou rétablir des solidarités à l'extérieur de la cellule familiale et permettent d'élargir le tissu relationnel.

Solidarité Laïque et ses partenaires accompagnent ces mères « solos » en leur offrant un appui à partir de leurs besoins et de leurs ressources, dans le cadre du programme Vacances et Insertion (40 % des familles impliquées sont des familles monoparentales). Elles bénéficient ainsi de plus de temps pour s'investir dans la vie sociale, professionnelle et citoyenne, tout en assumant leur responsabilité parentale. **Car en plus de participer à l'égalité entre les femmes et les hommes, la lutte contre l'isolement social et la précarité de ces femmes bénéficie à l'ensemble des membres de leur famille.** ■

[1] Étude parue en janvier 2020

INTERVIEW

QUELLE PLACE POUR LA FEMME DANS LA SOCIÉTÉ TUNISIENNE ?

Yosra Frawes, Présidente depuis 2018 de l'Association Tunisienne des Femmes Démocrates (ATFD), parle de son combat et de celui des femmes Tunisiennes dans la société, à côté d'hommes engagés pour la reconnaissance des mêmes droits, quel que soit le genre des unes et des uns.

Avocate et militante féministe et des Droits humains, comment voyez-vous votre combat ?

Je suis d'abord une femme, née et éduquée à être inférieure. J'en ai pris conscience dès mon plus jeune âge en voyant, dans mon village, des jeunes filles arrêter leur scolarité pour aller travailler la terre. J'ai vu l'installation d'une zone industrielle et des jeunes filles de 13 et 14 ans envoyées dans ces usines, travaillant sans aucune protection sociale. Je comprends alors que si je ne termine pas mon cursus scolaire je subirai le même sort. Une enseignante de mon lycée m'a invitée à participer à une activité organisée par l'ATFD. La conférence portait sur les stéréotypes sociaux que véhiculait un feuilleton célèbre que j'adorais. J'ai entendu des femmes en parler autrement. Ce fut mon premier pas dans l'engagement féministe.



Yosra Frawes, Présidente depuis 2018 de l'Association Tunisienne des Femmes Démocrates (ATFD)

autonomes de ce système, ont commencé à critiquer le chemin restant à faire pour arriver à l'égalité ; elles ont été perçues comme des opposantes et réprimées.

En 2011, les islamistes arrivent au pouvoir. On sort alors du paternalisme féministe pour tomber dans un paternalisme conservateur et réactionnaire. Dès 2012, on a dû sortir dans la rue, lors de manifestations nocturnes, massives, pour refuser la Charia comme source de droit. Ensuite, ils ont essayé de nous faire passer la complémentarité à la place de l'égalité femmes-hommes. Ils ont cherché à retirer l'adhésion de la Tunisie à la Convention internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Nous avons riposté fortement et si nous devons faire un bilan, je dirais que, depuis la révolution, il y a eu des avancées qui ont été réalisées grâce à la détermination des femmes et des féministes soutenu.e.s par des mouvements progressistes. Ces acquis ont été obtenus dans la douleur parce que, en même temps, il y a eu des assassinats politiques et des actes terroristes. Des féministes ont été menacé.e.s de mort et la violence envers les femmes perdure. Des acquis toujours fragilisés par l'absence de volonté politique et l'islamisation en marche de la société, entre autres en investissant dans les écoles coraniques et islamiques.

Sur quels appuis pouvez-vous compter dans votre combat pour l'égalité femmes-hommes ?

On peut compter sur des femmes et des hommes qui soutiennent notre combat : des artistes, des journalistes, des défenseurs des droits humains, souvent des jeunes et des syndicats qui, de plus en plus, nous écoutent sur la question des droits des femmes. Chaque fois que l'ATFD subit des attaques, l'Union Générale Tunisienne du Travail (UGTT) exprime publiquement sa solidarité.

Mais des questions partagent les Tunisiens, comme en 2018, avec un projet d'égalité sur l'héritage. En 2020, à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, le Président de la République a fait un long discours pour dire que cette question a été tranchée dans le Coran et que le débat est imposé par une petite bourgeoisie qui milite dans les salons. Aucun parti ou responsable politique, femmes et hommes confondu.e.s, ne s'est exprimé, même sur les réseaux sociaux. Nous restons les orphelines de la nation.

Quel doit être le rôle de l'école pour faire avancer la société dans un esprit d'égalité des genres ?

Le seul vecteur qui pourrait sauver la société, lui évitant de sombrer dans l'obscurantisme, c'est bien l'école. Seulement, on a besoin d'une école ascenseur social, là où les filles et les garçons trouvent leur dignité. Depuis la révolution, il y a un million de filles et de garçons qui ont quitté l'école. Depuis 2017, nous avons misé sur l'école comme vecteur de changement, de développement de la personnalité, de l'esprit critique et de l'intégration dans un monde de citoyenneté et d'égalité. L'ATFD a réussi à inscrire dans la loi des dispositions claires engageant le ministère de l'Éducation dans la refonte des manuels et des programmes scolaires pour éduquer à l'égalité, aux droits humains et à la lutte contre les violences. L'ATFD demande une disposition pour introduire l'éducation sexuelle dans les écoles mais la campagne électorale a montré que les candidats s'opposaient à un tel programme.

Depuis des années, on parle de réforme de l'éducation, en vain. ■

« L'ATFD A MISÉ SUR L'ÉCOLE COMME VECTEUR DE CHANGEMENT, DE DÉVELOPPEMENT DE LA PERSONNALITÉ, DE L'ESPRIT CRITIQUE ET DE L'INTÉGRATION DANS UN MONDE DE CITOYENNETÉ ET D'ÉGALITÉ. »

Comment évoluent les droits des femmes dans la Tunisie post révolution ?

Avant 2011, pendant 60 ans, le féminisme d'État domine. À partir des années 70, des féministes se révoltent contre ce modèle paternaliste et patriarcal. Elles ont commencé à positionner la question des droits des femmes dans la lutte sociale et démocratique. Malgré des politiques publiques avant-gardistes comme le droit à l'avortement dans les années 60, l'accès égalitaire à l'éducation, le droit à l'adoption, des femmes,

France **VIVRE ET FAIRE
VIVRE LA LAÏCITÉ**



Est-ce que la laïcité est contre les religions ? Comment s'intéresser à toutes les religions sans que personne ne nous juge ? De nombreux jeunes en France se posent ces questions.

Le 17 février, dans le cadre du programme Jeunes des 2 Rives, des jeunes et des éducateurs ont pu interroger Jean-Louis Bianco, président de l'Observatoire de la laïcité, lors d'un webinaire organisé par Solidarité Laïque et la Ligue de l'Enseignement des Bouches du Rhône.

Les questions ont couvert toutes les thématiques autour de la laïcité : l'école, les religions, la liberté d'expression, les principes de la République ou encore les polémiques actuelles liées à la laïcité. Un message positif et porteur d'espoir est ressorti des réponses : **la laïcité est un outil pour aider chacun à pratiquer sa religion librement, dans le respect de toutes et tous, en développant son esprit critique pour pouvoir continuer d'en parler et de débattre, sans empiéter sur la liberté d'autrui.**

Dans la poursuite de son action pour la laïcité et de la promotion du principe d'ouverture trop souvent instrumentalisé, Solidarité Laïque organisera un séminaire régional sur la laïcité le 21 mai 2021 en Tunisie, en partenariat avec l'Institut Français en Tunisie (IFT), la ligue des Droits de l'Homme (LDH), l'association Tunisienne des Femmes Démocrates (ATFD), l'Association Tunisienne du Droit Constitutionnel, l'ONG Article 19, l'association Lam Echaml, la Ligue de l'Enseignement et

d'autres acteurs de la société civile tunisienne et française, avec une diffusion directe des échanges et des débats. Ce séminaire sera l'occasion de mener un débat constructif autour de la laïcité, car sans un système fondé sur la sécularité des institutions et des législations, on ne peut pas parler de démocratie et de l'État de droit. ■

Tunisie **GRÂCE À LA SOLIDARITÉ
ET LA DÉTERMINATION,
RANIA EST
AUJOURD'HUI LIBRE !**

Solidarité Laïque s'est fortement mobilisée pour soutenir les jeunes tunisiens dans leurs revendications sociales, la défense des droits fondamentaux et les libertés individuelles.

À l'initiative du Collectif de soutien aux mouvements sociaux en Tunisie, un appel international a été signé par plusieurs ONG tunisiennes et internationales, dont Solidarité Laïque, pour la libération immédiate de Rania Amdouni, artiste et féministe LGBTQIA++ de 26 ans, arrêtée à Tunis le 27 février 2021 et condamnée à 6 mois de prison ferme à la suite d'un procès expéditif. Comme Rania, de nombreux.e.s militant.e.s LGBTQIA++ sont harcelé.e.s au quotidien dans la rue et dans les espaces publics par les forces de l'ordre comme par des citoyen.ne.s.

Solidarité Laïque alerte sur les violations des droits et des libertés et appelle les législateurs et les décideurs à l'abrogation de l'article 230 du code pénal tunisien qui criminalise les relations homosexuelles. ■

**Forum Génération Égalité du
30 juin au 2 juillet 2021 à Paris**



Porté par ONU Femmes, réunissant États, Organisations de la société civile (OSC), institutions, le Forum Génération Égalité est le plus grand rassemblement mondial pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Il marque la commémoration du 25^e anniversaire de l'adoption de la Déclaration de Beijing à portée historique et son programme d'action pour supprimer les obstacles systémiques qui empêchent les femmes de participer de manière égale à tous les domaines de la vie, que ce soit dans le secteur public ou privé.

La Coalition Éducation prévoit la restitution de son étude d'analyse des initiatives éducatives mises en place par les OSC dans le contexte de la COVID-19 pour éviter la rupture éducative des populations les plus vulnérables et œuvrer pour l'inclusion de toutes et tous. Cette étude regroupera l'ensemble des enseignements de la crise pandémique, en identifiant les bonnes pratiques et préconisera une série de recommandations, afin de renforcer les systèmes éducatifs dans la prévention des effets négatifs de la pandémie et face aux situations d'urgence et de crise.

Le soutien à l'éducation des filles et des femmes sera aussi un enjeu majeur de la Conférence de reconstitution du fonds multilatéral pour l'éducation, le Partenariat mondial pour l'éducation (PME) qui se tiendra à Londres fin juillet 2021. La Coalition Éducation dont est membre Solidarité Laïque plaide pour l'engagement renouvelé de la France dans le cadre de sa politique d'aide au développement.

COVID-19

PLUS DE 11 MILLIONS* DE FILLES POURRAIENT NE PAS RETOURNER À L'ÉCOLE

Soutenons l'Éducation

* Source : Unesco. En octobre 2020, l'Unesco précisait aussi que les trois quarts des enfants en âge d'aller à l'école primaire qui ne mettront peut-être jamais les pieds à l'école sont des filles. Et que les impacts des discriminations passées sont tels que les femmes aujourd'hui représentent encore plus des deux tiers des adultes analphabètes dans le monde.

 Solidarité Laïque



BON DE SOUTIEN

(À retourner dans l'enveloppe-réponse jointe ou à Solidarité Laïque 22 rue Corvisart 75013 Paris)

AVANTAGES FISCAUX

DON 50 € } DÉDUCTION 33 € } COÛT RÉEL 17 €

66%
DE DÉDUCTION
FISCALE

Je recevrai le reçu fiscal me permettant une déduction d'impôts de 66 %, soit les deux tiers de ce montant, mais donnant à l'association la possibilité d'agir 3 fois plus qu'il ne me coûte.

Les informations collectées sont enregistrées par Solidarité Laïque à des fins de gestion interne, pour répondre à vos demandes et faire appel à votre générosité. Ces données sont communiquées à nos services habilités à les traiter et conservées pendant la durée nécessaire aux finalités précitées.

Si vous ne souhaitez pas que votre adresse soit échangée veuillez cocher la case ci-contre

Pour faire valoir vos droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation et de portabilité conformément à la réglementation en vigueur, merci de contacter Solidarité Laïque par téléphone 01 45 35 13 13, par email info@solidarite-laïque.org ou par courrier 22 rue Corvisart, 75013 Paris. Vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

OUI j'aide Solidarité Laïque à développer ses programmes éducatifs en France et dans le monde. **Je fais un don de :**

20 € 50 € 100 € 200 € _____ €
À ma convenance :

Veuillez trouver ci-joint mon versement par chèque à l'ordre de **Solidarité Laïque**.

► Merci de m'envoyer à l'adresse ci-dessous le **reçu fiscal** me permettant de déduire de mes impôts **les deux tiers** de ce montant.

Mme Mlle M

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : [] [] [] [] [] [] VILLE : _____

Je souhaite recevoir la newsletter Internet de Solidarité Laïque.

Courriel (Facultatif) : _____ tél. : _____